



#GREVE FEMINISTE

 www.grevefeministe.fr

 [lagrevefeministe](https://www.facebook.com/lagrevefeministe)

 [greve_feministe](https://www.instagram.com/greve_feministe)

 [greve_feministe](https://twitter.com/greve_feministe)

Mobilisations et Unité féministes pour les droits des femmes !

Le collectif Grève Féministe réunit associations féministes et généralistes de lutte pour les droits et organisations syndicales et politiques. Elles dénoncent la mise en place de ce gouvernement réactionnaire, autoritaire et libéral, qui fait des propositions directement inspirées de l'extrême droite, à l'opposé du résultat des élections législatives qui ont placé en tête la coalition du Nouveau Front Populaire, sans donner de fait une quelconque majorité même relative aux organisations et courants politiques représentés dans le nouveau gouvernement Barnier de septembre 2024.

Nous nous inquiétons de la composition de ce gouvernement, une fois de plus sans ministère des droits des femmes de plein exercice, dont plusieurs ministres et secrétaires d'état se sont notamment illustré-es par leur participation à la Manif pour tous et/ou leur vote contre l'inscription de l'IVG dans la constitution. Quand Bruno Retailleau ose dire "l'État de droit n'est pas intangible", nous savons ce qui se niche derrière, chaque conquête de droits peut être attaquée. Et le discours de politique générale du Premier ministre, même s'il a rappelé les droits conquis, doit nous alerter, quant à son orientation répressive et sa conception de la justice, notamment en direction des mineur-es avec la promesse du tout carcéral.

Nous serons vigilantes face aux conséquences de l'application du scandaleux « contrat d'engagement républicain » pris par décret le 7 juillet 2024.

Nous condamnons les premières déclarations du ministre de l'intérieur affirmant préparer une nouvelle loi immigration qui met en avant tout ce qui a été rejeté par le Conseil constitutionnel, notamment la suppression de l'Aide médicale d'Etat (AME).

Les femmes exilées, réfugiées, payent déjà un lourd tribut à ces politiques racistes d'exclusion, avec le vote des nombreuses lois immigration ces dernières années.

L'extrême-droite a démontré sa capacité à ne se préoccuper des violences faites aux femmes que pour les manipuler à des fins xénophobes et racistes comme récemment encore à propos du meurtre de Philippine.

Nous condamnons ce féminicide, tout comme nous condamnons et luttons contre tous les féminicides, quelle que soit la nationalité du meurtrier.

À de nombreuses occasions et notamment lors de la grève féministe du 8 mars dernier, nous nous sommes mobilisées pour les droits des femmes en exigeant une politique qui mette fin aux Violences Sexistes et Sexuelles (VSS), aux discriminations, à la précarisation qui touchent particulièrement les femmes, les enfants et les minorités de genre.

Concernant les VSS, le procès des 51 violeurs de Mazan illustre ce que les féministes mettent en avant depuis longtemps, les auteurs de viol sont des hommes ordinaires et il y a urgence à mettre en oeuvre une politique globale qui permette aux victimes d'être entendues, accompagnées, et qu'on en finisse avec la quasi impunité des auteurs de viol.



#GREVE FEMINISTE

 www.grevefeministe.fr

 [lagrevefeministe](https://www.facebook.com/lagrevefeministe)

 [greve_feministe](https://www.instagram.com/greve_feministe)

 [greve_feministe](https://twitter.com/greve_feministe)

Pour en finir avec la culture du viol, nous exigeons une loi cadre intégrale qui prenne en compte tous les aspects de la lutte contre les VSS, c'est à dire, prévention, éducation, protection des victimes et solidarité financière, avec un budget que nous chiffrons à 2,6 milliards d'euros. La lutte contre les violences doit également intégrer le renforcement du suivi socio judiciaire des agresseurs pour prévenir la récurrence.

Les nominations ministérielles, du ministère de l'économie à celui du travail ou de la fonction publique, montrent la continuité des politiques néolibérales avec comme corollaire la casse des services publics, le détricotage du code du travail, la mise en concurrence des salarié·es entre eux et elles, la remise en cause des droits sociaux.

Concernant le plan d'économie annoncé par le premier ministre dans son discours de politique générale le 1er octobre et précisé le 2 octobre, nous refusons que ce soient les services publics et les personnes les plus modestes, salariées ou non, privées d'emploi, retraitées, qui subissent les conséquences d'un budget de rigueur.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la suppression de l'impôt sur la fortune et les subventions conséquentes aux grandes entreprises sans contrepartie mises en place par les gouvernements successifs ont été accompagnées du démantèlement des services publics et des baisses (sans compter les menaces) de subventions aux associations, au détriment des usager·ères et des personnels. L'accès de toutes et tous à la santé, à l'éducation, au logement, n'est plus garanti, sans compter l'absence d'un véritable service public de la petite enfance et d'un service public de l'accompagnement des personnes en situation de perte d'autonomie.

Considérer socialement que les femmes sont des aidantes naturelles des personnes âgées et des enfants, c'est perpétuer un système patriarcal qui inculque l'infériorité des femmes, terrain des violences qu'elles subissent et l'inégalité du partage des tâches domestiques.

L'augmentation des prix des biens de première nécessité (alimentation, énergie, carburant, eau, protections périodiques) précarise une partie de la population. L'inflation, les inégalités au travail et face à la parentalité appauvrissent davantage les femmes, et encore plus les mères isolées.

Pour rappel, les femmes en situation de monoparentalité et les enfants constituent une grande partie des personnes les plus pauvres (35,6 % des mères de famille monoparentale, 25,9 % des actives et 68,3 % des inactives vivent sous le seuil de pauvreté en 2019 - INSEE) L'augmentation des salaires, particulièrement ceux des métiers féminisés et des bas salaires, des pensions et l'augmentation des minima sociaux sont indispensables pour sortir de cette spirale infernale de la pauvreté.

Nous refusons cette politique austéritaire et néolibérale qui perpétue et accentue les inégalités. Nous continuerons à nous mobiliser comme nous nous sommes mobilisées pour un système de retraite décent, dont le départ à 60 ans, et d'assurance chômage plus juste et qui n'accroissent pas la pauvreté des plus précaires et qui réduit au contraire les inégalités.

L'extension en cours des guerres et des conflits, notamment au Moyen Orient, détruit la vie des populations, en particulier celle des femmes et des enfants. Nous dénonçons les crimes de guerre à Gaza qui font peser le risque immédiat d'un génocide. Nous exigeons que les puissances occidentales prennent clairement leurs responsabilités pour mettre en place une paix juste et durable et arrêtent les livraisons d'armes, notamment à l'État d'Israël.

Nous réaffirmons notre solidarité avec les femmes qui subissent les régimes théocratiques comme en Iran et en Afghanistan et de tous les régimes d'extrême-droite comme en Italie, en Inde, en Argentine, ou en Hongrie. Nous sommes au côté des femmes victimes des conflits et des guerres comme au Soudan, au Yémen, en Ukraine, en Palestine, au Liban et en Israël.



#GREVE FEMINISTE

 www.grevefeministe.fr

 [lagrevefeministe](https://www.facebook.com/lagrevefeministe)

 [greve_feministe](https://www.instagram.com/greve_feministe)

 [greve_feministe](https://twitter.com/greve_feministe)

Nous serons rassemblées devant les tribunaux le **samedi 19 octobre** en soutien à Gisèle Pélicot et à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles et de féminicides.

Le 20 Novembre, nous soutiendrons les initiatives autour de la journée internationale des droits de l'enfant et nous participerons à la journée du souvenir trans, pour honorer la mémoire de toutes les personnes trans mortes de la transphobie et de la transmisogynie, que ce soit de la haine et des préjugés comme des conditions matérielles qui en découlent, la précarité et le suicide.

Dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 Novembre, nous manifesterons partout en France le **samedi 23 novembre 2024** contre les violences patriarcales, pour exiger une loi cadre, intégrale, et un budget dédié à la hauteur des enjeux.

Nous nous mobiliserons **le 17 janvier** à l'occasion du 50e anniversaire de la loi sur l'avortement (dite loi Veil), obtenue grâce à une importante mobilisation féministe pour exiger la dépénalisation et un droit plein et entier des femmes à l'IVG.

Nous appelons dès maintenant à la grève féministe du 8 mars 2025, grève sur les lieux de travail et grève du travail domestique.

Nous appelons à l'unité la plus large des féministes pour combattre l'extrême-droite et ce gouvernement réactionnaire et libéral, faire reculer les violences et gagner de nouveaux droits.

Le 8 Octobre 2024

Premières signataires au 10/10/2024 :

Action Aid, APEL – Égalité, Association Mémoire Traumatique et Victimologie, Amicale du Nid, ATTAC France, CGT , CNDF Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Tenon, Coordination française pour le lobby européen, Ensemble ! , FEMEN France, Femmes Égalité, Fondation Copernic, France Insoumise, FSU Fédération Syndicale Unitaire, Gauche Démocratique et Sociale GDS, Gauche Ecosocialiste GES, Genre et Altermondialisme, Les Jeunes Génération.s, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie , Marche Mondiale des Femmes, Osez le Féminisme, PCF Parti Communiste, PCOF Parti ouvrier de France, Parti de Gauche PG, Réseau Féministe Rupture, Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques France, Syndicat de la magistrature, Union Étudiante, Union Syndicale Solidaires, UNEF le syndicat étudiant

www.grevefeministe.fr

 [lagrevefeministe](https://www.facebook.com/lagrevefeministe)

 [greve_feministe](https://www.instagram.com/greve_feministe)

 [greve_feministe](https://twitter.com/greve_feministe)